

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 12 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CLECIM

41, rue de Feurs
42600 Savigneux

Références : UID4243-EAR-026-003
Code AIOT : 0006103498

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 décembre 2025 dans l'établissement CLECIM implanté 41, rue de Feurs 42600 Savigneux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'effectue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLECIM
- 41, rue de Feurs 42600 Savigneux
- Code AIOT : 0006103498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis sa séparation du groupe PRIMETAL TECHNOLOGIES, le site connaît un repositionnement de son "business model" (avec bureau d'études, et des compétences en innovation, service et consulting), en restant appuyé sur les activités historiques de mécanique/traitement de surfaces. La mécatronique est un secteur de croissance pour ses activités (conception et fabrication de machines spéciales, voire de lignes complètes)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	rejets atmosphériques atelier de nickelage	Arrêté Préfectoral du 06/05/2019, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	rubrique 2565 / rubrique 3260	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 2	Sans objet
2	rubrique 2910	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 2	Sans objet
3	garanties financières	AP Complémentaire du 06/05/2019, article 3	Sans objet
4	changement d'exploitant	Code de l'environnement du 01/07/2023, article 3	Sans objet
5	eaux incendie	AP Complémentaire du 06/05/2019, article 5	Sans objet
6	AMPG rubrique 3260	Arrêté Ministériel du 30/06/2006	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines prescriptions de l'arrêté ne sont pas respectées et l'exploitant doit proposer soit des mesures compensatoires soit des justifications techniques pour accompagner une révision de son arrêté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rubrique 2565 / rubrique 3260

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 2
Thème(s) : Situation administrative, classement nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : rubrique 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes
Constats : L'exploitant dispose dans son tableau de nomenclature de ses installations d'un double

classement de ses installations de traitement de surface au titre des rubriques 2565 et 3260. Il ressort que dès lors que le seuil de la rubrique 3260 est atteint, il n'est plus utile de maintenir un classement au titre de la rubrique 2565. Le maintien de cette rubrique pourrait amener à soumettre à examen au cas par cas une extension qui dépasserait le seuil de classement à enregistrement au titre de la rubrique 2565 (1500l) et non le seuil de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 (30 m3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé que l'exploitant transmette un PAC relatif à l'évolution de la situation administrative de son site. L'instruction de celui-ci conduira à la mise à jour de son arrêté préfectoral d'autorisation avec la suppression de la rubrique 2565.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : rubrique 2910

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 2

Thème(s) : Situation administrative, classement nomenclature ICPE

Prescription contrôlée :

<p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p>	
<p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW</p>	<p>(E)</p>
<p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>(DC)</p>

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il ne disposait d'aucune chaudière supérieure à 1 MW et demandait de ne plus être classé au titre de la rubrique 2910. Après vérification, il ressort qu'une installation de combustion unique désigne tout groupe

<p>d'appareils de combustion exploités par un même exploitant et situés sur un même site (enceinte de l'établissement), sauf à ce que l'exploitant démontre que les appareils ne pourraient pas être techniquement et économiquement raccordables à une cheminée commune (et non à un même conduit). Tous les appareils raccordés à une même cheminée forment, de fait, une seule installation. Si une même cheminée comprend plusieurs conduits séparés, on considère également une seule installation.</p> <p>Les chaudières présentes sur le site étant distantes de moins de 300 m, il est proposé de maintenir le classement à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2910.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>néant</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : garanties financières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2019, article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 Garanties financières</p> <p>Le site est concerné par la nécessité de constituer des garanties financières au titre des rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ 2565 : Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique, ◦ 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique. <p>Le montant des garanties financières applicables aux installations listées à l'article 2 est fixé à 122138 euros TTC.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant bénéficie toujours de prescriptions dans son arrêté au titre des garanties financières alors que celles-ci ont été supprimées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors de la prochaine instruction du PAC mettant à jour les conditions d'exploitation du site, il sera procédé à la suppression de cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : changement d'exploitant

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, changement exploitant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations</p>

<p>mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le groupe FOURELAGADEC avait racheté le site mais que ce rachat ne modifiait pas le SIRET de l'entreprise. Il ne s'agit pas d'un changement d'exploitant au titre du R516-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera les coordonnées de son siège social afin de mettre à jour les coordonnées dans nos échanges et confirmera son SIRET.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : eaux incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2019, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours - ressources en eau L'article 7 .5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 est remplacé par les dispositions ci-après :</p> <p>Pour permettre d'assurer la défense extérieure contre l'incendie de l'ensemble du site, il faudra pouvoir disposer d'un débit global de 180 m3/h pendant 2 heures minimum.</p> <p>En outre, les moyens de lutte contre l'incendie devront être adaptés aux risques à défendre, et devront comprendre au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • des robinets d'incendie armés ; • de poteaux d'incendie de type normalisé (NFS 61.213 et 62.200) aux caractéristiques minimales suivantes: diamètre 100 mm, 17 litres/s pendant 2 heures, pression dynamique 1 bar. Un de ces poteaux devra être situé à moins de 200 mètres de l'entrée de l'établissement. Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue, devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, bureau départemental de prévision opérationnelle (application de la norme NFS 62.200) Dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue à partir des poteaux ou bouches d'incendie du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propres au site et accessibles en permanence aux services

<p>d'incendie et de secours.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ces deux moyens peuvent être complémentaires. • Ces réserves d'eau (naturelles ou artificielles, publiques ou privées), devront être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/51. Le volume minimum de ces réserves est de 1 700 m³.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a cependant signalé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le poteau incendie installé près du bâtiment A est un diamètre 65 mm, - Loire Forez indique que le débit délivré est entre 80 et 100 m³/h mais n'est pas stable, - Suite à un audit (Aqualter), un nettoyage du filtre après compteur est préconisé (à faire pendant la fermeture hivernale), - Le site ne dispose pas de RIA - Le SDIS est informé depuis 2013 (courrier envoyé à leur attention).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cadre de la révision de son arrêté préfectoral, au regard de la suffisance des ressources en eau, il sera retranscrit les moyens de lutte contre l'incendie qui correspondent à l'état actuel. Le SDIS sera consulté sur cette révision de la prescription et notamment l'absence de RIA.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : AMPG rubrique 3260

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, prescriptions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 30/06/06 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site disposait d'un double classement au titre des rubriques 2565 et 3260. Il est demandé de ne retenir que la rubrique 3260.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se positionnera sur chacune des prescriptions de cette rubrique pour savoir s'il demande des aménagements aux prescriptions de cet arrêté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Article 9 de l'arrêté du 30 juin 2006 L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : En cas d'incendie dans le bâtiment nickelage, l'exploitant a indiqué que les eaux ne pourraient être confinées au sein du bâtiment et rejoindraient le réseau d'eau pluviale par débordement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'étudier si des dispositifs passifs, de type batardeau, pourraient être installées et d'évaluer les besoins en eau pour faire face à un incendie généralisé. Pour mémoire, il avait été indiqué lors de l'encadrement de cet atelier qu'il disposait d'une rétention de 51 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : rejets atmosphériques atelier de nickelage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2019, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : 4.1 Conduits / installations raccordées Le tableau ci-après remplace celui figurant à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 :

N° de conduit	Installations raccordées	Vitesse mini d'éjection	Débit	Hauteur de l'émissaire par rapport au sol
6	Atelier nickelage	17 m/s	25 000 m³/h	16,2 m
Constats : L'exploitant indique que le débit indiqué de 25 000 m³/h et la vitesse de 17 m/s correspondent aux performances maximales du laveur de gaz et que ce fonctionnement en permanence augmenterait significativement le risque de panne.				
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant proposera d'autres valeurs en justifiant l'acceptabilité de cette baisse par une évaluation quantitative des risques sanitaires.				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant				
Proposition de délais : 6 mois				